

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 septembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 52 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter
sur les pratiques israéliennes affectant les droits
de l'homme du peuple palestinien et des autres
Arabes des territoires occupés**

**Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme
du peuple palestinien dans le territoire palestinien
occupé, y compris Jérusalem-Est**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 65/105 de l'Assemblée générale, qui concerne les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Il examine les questions abordées dans cette résolution, notamment le droit à la vie et à la sécurité; les démolitions et autres pratiques modifiant la composition démographique du territoire palestinien occupé; les tirs de roquette et de mortier contre des zones civiles israéliennes, qui font des morts et des blessés; les restrictions imposées à la circulation des personnes et des biens; ainsi que les mesures de détention et d'emprisonnement.

* A/66/150.



I. Introduction

1. Le présent rapport traite des progrès accomplis dans l'application de la résolution 65/105 de l'Assemblée générale, intitulée « Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ». Il porte sur la période allant du 20 août 2010 au 30 juin 2011. Les renseignements qu'il contient sont le fruit des activités de suivi et de collecte d'informations menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme¹ et par d'autres organismes des Nations Unies dans le territoire palestinien occupé. On y trouve aussi des informations communiquées par des organisations non gouvernementales israéliennes, palestiniennes et internationales, des défenseurs des droits de l'homme et des organes de presse.

2. Le présent rapport traite des questions ci-après qui sont évoquées dans la résolution 65/105 :

a) Le droit à la vie et à la sûreté de la personne, en particulier dans le contexte des morts et blessés civils;

b) Les démolitions et autres pratiques modifiant la composition démographique du territoire palestinien occupé;

c) Les tirs de roquette et de mortier contre des zones civiles israéliennes, qui font des morts et des blessés;

d) Les restrictions imposées à la liberté de circulation des personnes et des biens;

e) Les mesures de détention et d'emprisonnement.

3. On notera que plusieurs des questions abordées dans la résolution 65/105 font l'objet de rapports distincts du Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session. Il s'agit notamment de la question des colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé et de la question de l'applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés, qui sont traitées, pour la première, dans le rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution 65/105 de l'Assemblée générale (A/66/364) et, pour la deuxième, dans le rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution 65/103 (A/66/362).

4. On notera également que la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé est examinée dans le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'application des résolutions S-9/1 et S-12/1 du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/16/71). La situation du territoire palestinien occupé est aussi évoquée dans d'autres rapports récents, notamment le rapport du Secrétaire général présenté conformément à la résolution 16/32 du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/18/49), qui dresse un état de l'application des

¹ Le suivi des cas individuels par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme comprend des entretiens avec les victimes et les témoins de violations présumées et, fréquemment, des visites sur les lieux où ces violations auraient été commises.

recommandations formulées dans le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza (voir A/HRC/12/48).

II. Application de la résolution 65/105

A. Droit à la vie et à la sûreté de la personne

5. Selon les informations recueillies par les organismes des Nations Unies présents dans le territoire palestinien occupé, 91 Palestiniens – dont 50 auraient appartenu à des groupes armés – ont été tués par les forces de sécurité israéliennes durant la période à l'examen. Le nombre total de blessés parmi les Palestiniens s'élèverait à 1 592, dont 1 528 civils n'ayant aucun lien avec un quelconque groupe armé. Au cours de la même période, 11 civils israéliens auraient été tués et 40 blessés².

Actes ayant fait des morts et des blessés dans le cadre d'hostilités

6. La majorité des morts et des blessés pour cause de conflit armé se trouvaient à Gaza. Selon les informations recueillies par les organismes des Nations Unies³, les violences liées au conflit israélo-palestinien à Gaza ont coûté la vie à 80 Palestiniens (dont 30 civils) à Gaza et à 2 Israéliens (dont 1 civil⁴) près de Gaza. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a suivi de nombreux cas de civils palestiniens tués alors qu'ils ne prenaient pas part aux hostilités.

7. La recrudescence la plus vive d'incidents à caractère de conflit armé depuis la fin de l'opération israélienne Plomb durci a eu lieu en avril. Les Forces de défense israéliennes (FDI) ont lancé alors de fréquentes attaques contre des objectifs répartis sur tout le territoire de Gaza, frappant aussi bien des cibles militaires que des biens de caractère civil. Ces attaques ont entraîné la mort de 23 Palestiniens, parmi lesquels 9 civils, dont 2 enfants, et fait 64 blessés, parmi lesquels 57 civils, dont 17 enfants⁵. Durant la même période, des groupes armés palestiniens ont tiré 120 roquettes et 92 obus de mortier sur le territoire israélien⁶, tuant un adolescent israélien de 16 ans et blessant deux civils israéliens⁷.

8. Le 2 septembre 2010, deux obus de char israéliens ont atterri dans le quartier Shurrab de Gaza, causant la mort d'un homme âgé et de deux enfants. Ces trois Palestiniens étaient en train de travailler dans leur ferme et ne participaient aucunement à des hostilités. Ils auraient été pris pour cible du fait qu'on a cru qu'ils

² Statistiques obtenues auprès du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Il s'agit de chiffres globaux pour la période considérée. Les statistiques sur le nombre de morts et de blessés qui sont fournies dans le présent rapport concernent des périodes, des zones géographiques ou des questions spécifiques et sont incluses dans le nombre global de morts et de blessés.

³ Chiffres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires au 27 juin 2011.

⁴ Ibid. La victime israélienne a été tuée en Israël par un missile tiré depuis Gaza.

⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *The Humanitarian Monitor*, avril 2011. www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2011_05_19_english.pdf.

⁶ Selon le Département de la sûreté et de la sécurité, dans des communications datées des 29 juin et 9 juillet 2011.

⁷ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *The Humanitarian Monitor*, avril 2011. www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2011_05_19_english.pdf.

pointaient un lance-roquettes vers la clôture de la Ligne verte et dans la direction approximative d'une patrouille des Forces de défense israéliennes⁸. Dans un autre incident, le 18 janvier 2011, les Forces de défense israéliennes ont fait feu sur un adolescent de 17 ans qui emportait un objet pris sur le site d'une explosion survenue quelques heures auparavant. En plus de faire feu sur l'adolescent, les Forces de défense israéliennes ont tiré un obus de char, blessant trois civils qui ramassaient des débris à proximité⁹.

9. Le 8 avril 2011, un missile tiré par les Forces de défense israéliennes a frappé une maison située dans la municipalité d'Abasan al-Kabera de Gaza, tuant une mère et sa fille et blessant deux fillettes qui se trouvaient dans la cour. Les témoins interrogés par le Haut-Commissariat ont déclaré que le quartier où se trouve cette maison n'avait jamais été utilisé par des groupes armés pour lancer des attaques au mortier ou à la roquette¹⁰.

10. Le 22 mars 2011, des militants palestiniens ont tiré trois obus de mortier en direction de soldats des Forces de défense israéliennes stationnés à l'est de la clôture de la Ligne verte qui encercle Gaza. Ces obus n'ont fait ni blessé ni dégâts matériels. Les Forces de défense israéliennes ont répondu en tirant quatre ou cinq obus de mortier, dont l'un a atteint une maison située dans le quartier d'al-Tufah de Gaza, tuant 4 civils palestiniens, dont 2 enfants, et en blessant 12 autres¹¹. Selon des sources au sein de l'ONU, les Forces de défense israéliennes avaient effectué plus tôt dans la journée une incursion dans la même zone¹² et auraient dû savoir qu'il s'y trouvait des civils.

11. Le meurtre de personnes civiles qui ne participent pas aux hostilités constitue une violation du droit à la vie garanti par l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les incidents cités soulèvent aussi des questions sur la façon dont les Forces de défense israéliennes respectent certaines dispositions fondamentales du droit international quand elles préparent et exécutent une attaque; ces dispositions concernent notamment la distinction entre la population civile et les combattants et entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires, la relation de proportionnalité à observer entre l'avantage militaire attendu d'une attaque et les pertes que risque de subir la population civile, et l'obligation de prendre des mesures de précaution à l'égard de cette population dans la préparation des attaques et le choix des moyens. Selon les médias, certains de ces incidents ont fait l'objet d'enquêtes préliminaires menées par les Forces de défense israéliennes¹³. Rien ne

⁸ Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a suivi cette affaire et adressé aux autorités israéliennes, en décembre 2010, une lettre demandant des précisions. Il n'avait reçu aucune réponse à la date de rédaction du présent rapport. Les médias israéliens ont cité des sources militaires confirmant que les trois victimes n'étaient pas des militants (voir *Haaretz*, 15 septembre 2010, « IDF probe: Palestinians killed by IDF shelling were not militants », disponible à l'adresse www.haaretz.com/print-edition/news/idf-probe-palestinians-killed-by-idf-shelling-were-not-militants-1.313855).

⁹ Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a suivi l'affaire.

¹⁰ Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a suivi l'affaire.

¹¹ Selon des sources au sein du Département de la sûreté et de la sécurité.

¹² Ibid.

¹³ *Haaretz*, 15 septembre 2010, « IDF probe: Palestinians killed by IDF shelling were not militants », www.haaretz.com/print-edition/news/idf-probe-palestinians-killed-by-idf-shelling-were-not-militants-1.313855.

permet cependant de penser que ces enquêtes satisfont aux normes internationales d'exhaustivité, d'indépendance et d'impartialité.

Pertes en vies humaines et blessures subies lors d'opérations menées par les forces de sécurité israéliennes

12. Le recours excessif à la force par les forces de sécurité israéliennes lors des opérations de police qu'elles effectuent en Cisjordanie continue de susciter des préoccupations, des civils non armés ayant été blessés ou tués durant la période à l'examen. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a suivi le cas de quatre Palestiniens non armés tués à des points de contrôle ou lors de patrouilles régulières ou d'arrestations.

13. Il est arrivé parfois que des civils non armés soient tués lors de perquisitions de nuit durant lesquelles des soldats israéliens ont encerclé leur maison et y ont pénétré sans avertissement préalable. Le 17 septembre 2010, plusieurs dizaines de soldats israéliens sont entrés, à l'aube, dans le camp de réfugiés de Nour Chams où ils ont effectué des descentes dans 12 maisons. Un Palestinien a été tué et 11 autres arrêtés. Dans l'une des habitations visées, M. Iyad Assaad Abou Chelbayeh, qui ne portait aucune arme sur lui, dormait lorsque les soldats israéliens ont fait irruption chez lui et se sont précipités dans sa chambre à coucher, où ils l'ont abattu au pied de son lit. Selon les informations dont disposait le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au moment où l'on mettait la dernière main au présent rapport, aucune enquête n'a été ouverte à ce sujet¹⁴. Lors d'un autre incident survenu le 7 janvier 2011, des dizaines de soldats israéliens ont encerclé une maison située à Hébron aux toutes premières heures de la journée, puis ont fait irruption dans un appartement situé au 1^{er} étage et se sont précipités vers une chambre à coucher où ils ont ouvert le feu sur M. Qawasmeh, un homme de 66 ans qui dormait dans son lit. Selon les renseignements recueillis par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, lorsque les soldats se sont rendu compte qu'ils s'étaient trompés d'appartement, ils sont descendus au rez-de chaussée et ont arrêté un homme qui apparemment était celui qu'ils recherchaient. L'armée israélienne a annoncé qu'elle enquêterait sur le meurtre susmentionné et, le 19 janvier 2011, elle a exprimé ses vifs regrets et annoncé qu'elle mettrait fin à la carrière d'un des soldats impliqués¹⁵.

14. Lors de plusieurs incidents, les forces de sécurité israéliennes ont ouvert le feu sur des civils non armés qui tentaient de franchir des points de contrôle ou qu'elles avaient rencontrés alors qu'elles effectuaient des patrouilles régulières. Le 4 octobre 2010, un groupe d'hommes non armés aurait escaladé le mur à proximité du village de Zaim, afin de pouvoir se rendre sur leur lieu de travail. La police des frontières israélienne les a alors poursuivis et a tué l'un d'eux par balle. Selon des informations rapportées par les médias, le service chargé des enquêtes de police relevant du Ministère de la justice a entrepris d'enquêter sur cette affaire¹⁶. À la

¹⁴ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a adressé aux autorités israéliennes, en décembre 2010, une lettre dans laquelle il demandait des informations à ce sujet. À la date où l'on mettait la dernière main au présent rapport, aucune information n'avait été reçue.

¹⁵ Forces de défense israéliennes, communiqué de presse, « IDF Terminates Military Career of Soldier Involved in Hebron Incident », 19 janvier 2011. <http://dover.idf.il/IDF/English/Press+Releases/2011/01/1901.htm>.

¹⁶ <http://www.jpost.com/Israel/Article.aspx?id=190096&R=R2http://www.reuters.com/article/idUSLDE69208V20101003>.

date où le présent rapport était finalisé, aucune information sur les progrès accomplis dans le cadre de cette enquête n'avait été reçue¹⁷. Lors d'un autre incident, un homme qui franchissait le point de contrôle de Hamra a été tué par balles le 2 janvier 2011. La victime était sur le point de franchir le point de contrôle lorsqu'un soldat l'a interpellée en hébreu puis a ouvert le feu sur elle en visant ses jambes. L'homme s'est écroulé puis s'est relevé en se tenant sur une seule jambe et en gardant les mains en l'air; c'est alors que d'autres soldats qui se trouvaient eux aussi sur les lieux ont ouvert le feu sur lui, le blessant mortellement. Il n'était pas armé. Les Forces de défense israéliennes ont annoncé trois semaines plus tard qu'une enquête avait conclu que les soldats avaient agi en se conformant aux règles d'engagement¹⁸.

15. L'utilisation d'armes à feu contre des personnes non armées continue de susciter de graves préoccupations quant aux règles à observer avant d'ouvrir le feu et à la formation qui à cet égard est dispensée aux forces de sécurité israéliennes. En Cisjordanie, les forces d'occupation agissent en tant que force de maintien de l'ordre. Elles sont liées par l'article 6 du Pacte international relatifs aux droits civils et politiques et sont tenues de se conformer aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. En vertu de ces principes, l'usage des armes à feu n'est autorisé que dans des circonstances extrêmement rares, en l'occurrence pour se défendre ou défendre autrui contre une menace imminente de mort ou de blessure grave et uniquement lorsque des mesures moins extrêmes sont insuffisantes¹⁹. Le fait que dans les cas susmentionnés, les victimes n'étaient pas armées, et que deux d'entre elles dormaient dans leur lit lorsqu'elles ont été tuées par balle montre que les Forces de défense israéliennes devraient d'urgence revoir les règles qu'elles sont tenues d'observer avant d'ouvrir le feu ainsi que la formation qu'elles dispensent en la matière, de façon à ce que des incidents de cette nature ne se reproduisent pas.

16. Les tactiques utilisées par les Forces de défense israéliennes durant les opérations de maintien de l'ordre dont il est fait mention plus haut sont elles aussi préoccupantes. La pratique qui consiste à s'introduire secrètement dans une maison durant la nuit pour y procéder à des arrestations accroît les risques de recours excessif à la force. Faisant référence à différentes situations, le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a dit que ces descentes étaient toujours des opérations dangereuses pour les civils²⁰. Pénétrer sans avertissement dans une maison, notamment en pleine nuit, crée une situation où les soldats ne sont pas capables de bien discerner la nature des actes ou des intentions des habitants. Cette situation accroît inutilement le risque

¹⁷ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a adressé aux autorités israéliennes, en décembre 2010, une lettre dans laquelle il demandait des informations à ce sujet. À la date où l'on mettait la dernière main au présent rapport, aucune information n'avait été reçue.

¹⁸ Forces de défense israéliennes, communiqué de presse, Investigation of « Bekaot » Crossing Incidents Concluded, 24 Janvier 2011. <http://dover.idf.il/IDF/English/Press+Releases/2011/01/2401.htm>. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a adressé aux autorités israéliennes, en janvier 2011, une lettre dans laquelle il demandait des informations à ce sujet. À la date où l'on mettait la dernière main au présent rapport, aucune information n'avait été reçue.

¹⁹ Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, 1990, principe 9.

²⁰ Rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sur sa mission en Afghanistan, A/HRC/11/2/Add.4, par. 10.

qu'une action donnée soit mal interprétée par ces soldats. L'on notera que les Forces de défense israéliennes ont eu recours, pour ce type d'opération, à une méthode qui fait courir moins de risques aux habitants des locaux visés, et qui consiste à encercler les maisons, à annoncer discrètement la présence des troupes qui s'apprêtent à y pénétrer, à conseiller ceux qui y habitent de sortir et à arrêter les personnes recherchées²¹.

17. Il est indispensable de mener des enquêtes rapides, indépendantes et impartiales sur l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, et d'ordonner, au besoin, l'adoption de sanctions judiciaires et disciplinaires appropriées, si l'on veut que les forces de sécurité répondent de leurs actes. Il est rare que les Forces de défense et la police israéliennes ouvrent des enquêtes, et celles-ci, lorsqu'elles sont conduites, sont limitées à ce qu'il est convenu d'appeler des comptes rendus opérationnels²². Ces types d'enquête ne sont pas conformes aux normes internationales et ont été critiquées par la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza, qui a conclu que cette façon de procéder n'était pas un outil approprié pour la réalisation d'enquêtes sur des allégations de graves violations des droits de l'homme²³. S'agissant des enquêtes portant sur les actions de la police, le Comité des droits de l'homme a exprimé des préoccupations quant à l'indépendance des mécanismes de contrôle²⁴.

18. Le 6 avril 2011, les Forces de défense israéliennes ont annoncé qu'elles avaient institué, en Cisjordanie, une nouvelle politique d'enquête en vertu de laquelle la police militaire devait se voir automatiquement confier la charge des enquêtes sur tous les cas où elles avaient tué des civils « non impliqués ». Depuis 2000, les cas de ce type n'ont été portés à la connaissance de la police militaire qu'après qu'une enquête visant à recueillir des éléments factuels²⁵ par le biais essentiellement de comptes rendus opérationnels eut estimé que cela était nécessaire. Il s'agit là d'un fait nouveau encourageant, mais certaines situations où des violations du droit à la vie sont commises ne donnent jamais lieu à de telles enquêtes : lorsque le civil tué aurait, selon les Forces de défense israéliennes, été « impliqué » ou lorsque la mort serait survenue lors d'un échange de tirs. De plus, la police militaire n'enquête jamais sur les violations commises à Gaza²⁶.

19. Israël est tenu d'enquêter sur toutes les allégations de violations du droit à la vie « de manière rapide, approfondie et efficace, par le biais d'organismes indépendants et impartiaux »²⁷. Le conflit armé et l'occupation ne le dégagent en

²¹ Renseignements recueillis par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

²² Au paragraphe 20 de son rapport (A/HRC/12/48), la Mission affirme ceci : « Au cœur du système se trouvent les comptes rendus opérationnels. Il s'agit d'un examen des incidents survenus et de la manière dont les opérations ont été conduites, réalisé par des soldats de l'unité concernée ou d'une unité occupant la même place dans la filière de commandement sous la direction d'un officier. Ces comptes rendus sont conçus dans une optique opérationnelle ».

²³ A/HRC/12/48, par. 1819. Voir aussi A/HRC/16/24 et A/HRC/15/50.

²⁴ Comité des droits de l'homme, Observations finales relatives à Israël, CCPR/C/ISR/CO/3, par. 12.

²⁵ Forces de défense israéliennes, communiqué de presse, IDF Military Advocate General Implements New Investigation Policy Regarding Palestinian Casualties from IDF Fire in Judea and Samaria, 6 avril 2011. <http://dover.idf.il/IDF/English/Press+Releases/2011/04/0602.htm>.

²⁶ Forces de défense israéliennes, communiqué de presse, 6 avril 2011.

²⁷ Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 31 : « La nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte », par. 15.

rien de cette responsabilité²⁸. Selon des données recueillies par une organisation non gouvernementale israélienne, près de 94 % des enquêtes criminelles ouvertes par les Forces de défense israéliennes portant sur des militaires soupçonnés de comportements illicites à l'égard de Palestiniens sont closes sans qu'aucun chef d'accusation ne soit retenu contre les intéressés. La même organisation non gouvernementale a constaté que même lorsqu'un soldat était condamné, les peines infligées étaient beaucoup trop légères²⁹.

Recours excessif à la force dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre conduites lors des manifestations

20. Durant la période à l'examen, des manifestations hebdomadaires ont eu lieu dans différentes parties de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, voire de temps à autre, le long de la barrière qui délimite la Ligne verte à Gaza. L'on signale régulièrement des cas où il y aurait eu recours excessif à la force contre des manifestants non armés, et où les Forces de défense israéliennes auraient fait un usage intensif de gaz lacrymogènes et lancé des capsules lacrymogènes contre des manifestants, causant ainsi de graves blessures. Il est même arrivé que des balles réelles soient tirées contre des manifestants non armés.

21. Ainsi, le 15 avril 2011, à Bil'in, près de 500 manifestants se sont rassemblés près du mur qui sépare le village de leurs terres. Alors qu'une vingtaine de manifestants s'approchait de ce mur, l'un d'eux aurait entendu un officier israélien ordonner à un soldat d'ouvrir le feu. Le soldat a alors visé la cible qui lui était désignée, puis tiré. La victime a été atteinte d'une balle à l'épaule et d'une autre au pied³⁰. Lors d'un autre incident, survenu au début de juin 2011, des centaines de Palestiniens originaires du village de Deir Qaddis se sont dirigés vers une zone agricole située au nord de ce village pour protester contre la présence de deux bulldozers israéliens utilisés pour agrandir la colonie de peuplement israélienne de Nili. Avant même qu'ils n'atteignent le chantier, les manifestants se sont vu interdire l'accès à la région par les Forces de défense israéliennes. Des affrontements ont alors éclaté entre eux et les militaires israéliens auxquels la police des frontières israéliennes est venue prêter main-forte. Alors que 50 mètres séparaient les manifestants des forces de sécurité, un membre de ces forces a tiré des balles de 22 mm³¹ sur la foule, blessant deux jeunes gens dont l'un a été atteint de deux balles à la poitrine et au pelvis³².

22. Le 15 mai 2011, des affrontements ont éclaté dans tout le territoire palestinien occupé entre les Forces de défense israéliennes et des manifestants palestiniens qui

²⁸ Voir le rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (E/CN.4/2006/53, par. 36). Le Comité des droits de l'homme, dans son observation générale n° 29, États d'urgence (art. 4), a conclu que, pour assurer la protection des droits qui ne sont pas susceptibles de dérogation (notamment le droit à la vie), ceux-ci doivent s'accompagner de garanties de procédure (voir CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, par. 15).

²⁹ Yesh Din, voir <http://www.yesh-din.org/cat.asp?catid=2>.

³⁰ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a suivi cette affaire le 11 mai 2011.

³¹ Dans une lettre à l'organisation non gouvernementale B'Tselem, le juge avocat général des forces armées israéliennes a confirmé que celles-ci ne rangeaient pas ce type de munitions dans la catégories des moyens employés pour disperser des manifestations. http://www.btselem.org/download/20090702_jag_response_to_letter_on_use_of_ruger_rifles_against_demonstrators_eng.pdf.

³² Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a suivi cette affaire.

commémoreraient l'anniversaire de ce que les Palestiniens appellent *al-Nakba* (« la catastrophe »). Lors de ces incidents, l'armée israélienne s'est servie de balles réelles, de balles en caoutchouc ainsi que des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, blessant ainsi plus d'une centaine de civils.

23. Le même jour, à Gaza, des centaines de Palestiniens se sont rassemblés au point de jonction de Beit Hanoun, d'où ils ont marché en direction du point de passage d'Erez, afin de protester contre l'occupation. Les Forces de défense israéliennes ont lancé des grenades assourdissantes et tiré des coups de semonce en direction de l'est et de l'ouest de la rue Salaheddine, afin de disperser les manifestants. Ces derniers ont continué de se diriger vers le point de passage d'Erez, atteignant un point situé à 75 mètres du mur érigé le long de cette partie de la Ligne verte. Les soldats israéliens postés à Erez ont alors tiré des balles réelles, des balles de caoutchouc et des capsules lacrymogènes sur la foule. Les tirs à balles réelles semblent avoir visé les membres inférieurs des manifestants. Les Forces de défense israéliennes ont ainsi blessé 125 manifestants, dont 32 mineurs, 5 femmes et 3 journalistes. Treize des blessés souffrant de graves blessures par balle ont été traités dans des hôpitaux de Gaza. Soixante-dix-sept autres, légèrement blessés par des balles réelles et des éclats de balle, ont dû eux aussi être hospitalisés³³. Les autres manifestants ont été plus légèrement touchés par des balles de caoutchouc et par les gaz lacrymogènes. Lorsqu'on examine la façon dont les Forces de défense israéliennes ont réagi face à la manifestation, l'on comprend difficilement qu'elles aient eu besoin d'utiliser des armes à feu pour se défendre. Cela est d'autant plus vrai qu'au point de passage d'Erez, les soldats israéliens sont postés derrière des murs en béton armé de plusieurs mètres de haut ou à l'intérieur de tours de surveillance fortifiées, si bien qu'il est très difficile à quiconque, a fortiori à des personnes non armées, de menacer leur vie ou celle d'autrui, menace qui constitue le principal élément à même de justifier l'emploi de balles réelles.

24. L'utilisation d'armes à feu n'est pas le moyen antiémeutes qui convient lorsqu'on a affaire à des manifestants non armés et, dans le cas qui nous intéresse, n'est pas conforme aux normes internationales relatives à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Le recours excessif à la force contre les manifestants a des incidences préjudiciables sur le droit des Palestiniens à la liberté d'expression et à la liberté de réunion, droits qui sont garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. À Gaza, les hostilités entre certains groupes armés et les Forces de défense israéliennes éclatent souvent; des roquettes et des obus de mortier sont régulièrement tirés contre des positions des Forces de défense israéliennes situées le long de la barrière qui délimite la Ligne verte, ce qui rend plus complexes les opérations de maintien de l'ordre telles que le contrôle des manifestations. Ceci, néanmoins, ne modifie en rien les obligations d'Israël envers les manifestants. Même dans les situations de conflit armé, l'utilisation de balles réelles contre des civils constitue une violation de l'interdiction de viser des civils, à moins que ceux-ci ne prennent directement part aux hostilités. Le fait de prendre part à une manifestation ou d'être présent dans une zone d'accès réservé ne signifie pas qu'il y ait participation directe aux hostilités. Au moment où la manifestation du 15 mai 2011 se déroulait, il n'y avait aucun affrontement entre des groupes armés et les Forces de défense israéliennes dans la région. L'on rappellera qu'Israël a le devoir de mener des enquêtes rapides,

³³ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a suivi cette affaire.

approfondies, efficaces, indépendantes et impartiales sur toutes les allégations faisant état de violations des droits visés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui auraient été commises lors d'une quelconque manifestation.

Mise en application des mesures relatives aux zones d'accès restreint

25. Israël a continué d'imposer des restrictions à l'accès des Palestiniens aux zones situées à l'intérieur de la bande de Gaza à moins de 1 500 mètres de la Ligne verte. Les Palestiniens qui entrent dans ces zones ou s'en approchent sont régulièrement l'objet de tirs de sommation et, dans certains cas, directement visés. D'après les chiffres de l'ONU, 23 civils avaient été tués lors d'incidents terrestres survenus dans les zones d'accès restreint, durant la période considérée³⁴. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a donné des informations sur trois de ces incidents au cours desquels trois civils palestiniens ont perdu la vie. Dans deux cas, le Haut-Commissariat n'a pu trouver aucune preuve du fait que les victimes avaient participé de façon directe aux hostilités ou avaient menacé d'une façon ou d'une autre la vie des soldats stationnés près de la clôture de la Ligne verte. Au contraire, les informations recueillies ont permis de conclure qu'ils avaient été pris pour cible du seul fait de leur présence dans une zone située à moins de 1 500 mètres de la clôture.

26. Ainsi, le 10 janvier 2011, des soldats appartenant aux Forces de défense israéliennes, stationnés dans la partie nord de la Ligne verte ont tué un agriculteur de Jabalia âgé de 64 ans de trois balles dans la poitrine. L'incident s'est produit alors que l'homme se trouvait dans sa ferme située à environ 450 mètres de la clôture. D'après les informations recueillies par le Haut-Commissariat, la situation était calme lorsque l'incident est survenu et il n'y a eu ni tir de roquette ou de mortier ni coups de feu³⁵. Sans commenter directement l'incident, les Forces de défense israéliennes ont toutefois noté que des roquettes et des obus de mortier avaient été lancés en direction d'Israël depuis le début de 2011³⁶.

27. Durant la période considérée, le Haut-Commissariat a fourni des informations sur 26 cas de Palestiniens qui avaient été blessés par des tirs alors qu'ils ramassaient des décombres et de vieux métaux à des distances comprises entre 200 et 1 000 mètres de la clôture. Ainsi, le 4 décembre 2010, un Palestinien de 25 ans a été touché par balle à la cuisse droite alors qu'il ramassait des décombres à une distance comprise entre 500 et 700 mètres de la clôture nord de la Ligne verte, à Beit Lahia. Un rapport médical a indiqué que la balle avait traversé la cuisse³⁷. La victime, interrogée par le Haut-Commissariat, a déclaré qu'aucun obus de mortier ou roquette n'avait été tiré au moment de l'incident³⁸. Le 26 février 2011, les Forces de défense israéliennes stationnées dans la partie nord de la Ligne verte ont tiré sur un Palestinien de 37 ans et l'ont blessé alors qu'il ramassait des décombres et de vieux

³⁴ Chiffres fournis par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires le 27 juin 2011.

³⁵ Le HCDH a suivi l'affaire et, le 26 janvier 2011, s'est rendu sur les lieux de l'incident.

³⁶ Les sources israéliennes ont fait état de plus de 20 roquettes lancées au cours de la première quinzaine de 2011. Voir le site des Forces de défense israéliennes « Islamic Jihad Operative Planning Massive Terror Attack in Israel Targeted in a Joint IDF-ISA Operation ». Le communiqué de presse peut être consulté à l'adresse suivante : <http://dover.idf.il/IDF/English/Press+Releases/2011/01/1101.htm>.

³⁷ Le HCDH a suivi l'affaire.

³⁸ Ibid.

métaux à environ 450 mètres de la clôture, à Beit Lahia également³⁹. D'après les informations reçues par le Haut-Commissariat, aucun tir de roquette ou d'obus de mortier n'avait été effectué ce jour-là de cette localité⁴⁰.

28. La Marine israélienne a continué de limiter l'accès des pêcheurs palestiniens à 3 milles nautiques de la côte du territoire palestinien occupé. Cette mesure, appliquée en tirant à balles réelles, a strictement limité l'accès aux lieux de pêche et, dans certains cas, a entraîné la mort de civils. Le 24 septembre 2010, la Marine israélienne a tiré sur un bateau palestinien qui pêchait à 2 kilomètres de la côte. D'après les informations recueillies par le Haut-Commissariat, trois pêcheurs se trouvaient à bord lorsqu'une embarcation israélienne a tiré sur eux d'une distance de 150 mètres, blessant l'un d'entre eux. La Marine israélienne n'aurait porté aucun secours à la victime, et notamment n'aurait proposé aucune aide médicale. Le pêcheur est mort de ses blessures alors que ses compagnons le ramenaient à terre⁴¹.

29. Les pêcheurs israéliens peuvent être arrêtés et leurs bateaux confisqués par les forces navales israéliennes. Le Haut-Commissariat a fourni des informations sur trois cas dans lesquels 13 pêcheurs palestiniens au total ont été arrêtés et leurs bateaux confisqués. Chaque fois, les pêcheurs se trouvaient à l'intérieur des limites de la zone de 3 mille nautiques et, selon des témoins, ne constituaient pas une menace pour les forces navales israéliennes.

30. Le 27 décembre 2010, un bateau palestinien avec six pêcheurs à bord, qui opérait à l'intérieur de la zone des 3 milles nautiques, a été intercepté par les forces navales israéliennes. D'après les informations recueillies par le Haut-Commissariat, 30 à 40 soldats israéliens masqués qui se trouvaient à bord de deux embarcations ont intercepté le bateau de pêche palestinien et ont arrêté les six pêcheurs. Bien qu'ils aient été libérés le jour suivant, leur bateau a été confisqué et ne leur avait toujours pas été restitué à la date de clôture du rapport, alors que c'est le moyen de subsistance d'au moins 100 personnes (20 pêcheurs et leur famille)⁴².

31. Lors d'un autre incident, survenu le 3 janvier 2011, la Marine israélienne a intercepté un bateau palestinien à 2 milles nautiques de la côte et a arrêté quatre pêcheurs. Ces derniers ont été relâchés le jour même mais sans que leur bateau, confisqué par les forces navales israéliennes, leur ait été restitué à la date de clôture du présent rapport⁴³.

32. Un cas similaire s'est produit le 19 février 2011 lorsque les forces navales israéliennes ont intercepté un bateau qui naviguait à moins de 3 milles nautiques de la côte gazaouie et ont arrêté trois pêcheurs. Les hommes ont été relâchés quelques heures plus tard mais leur bateau a été confisqué par la Marine israélienne, alors qu'il représente le moyen de subsistance de quelque 45 personnes⁴⁴.

33. Les méthodes utilisées par Israël pour faire appliquer les mesures relatives aux zones à accès restreint ne sont pas conformes au droit international; elles violent les

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Département de la sûreté et de la sécurité, communication du 7 mars 2011.

⁴¹ Le HCDH a suivi l'affaire et, en décembre 2010, a formulé une demande de renseignements auprès du Gouvernement israélien. Toutefois, à la clôture de ce rapport, aucune réponse ne lui était parvenue.

⁴² Le HCDH a enquêté sur l'affaire et a interrogé les six pêcheurs le 13 mars 2011.

⁴³ Le HCDH a suivi l'affaire.

⁴⁴ Le HCDH a suivi l'affaire.

règles d'usage de la force par les agents du maintien de l'ordre, et les incidents au cours desquels des pêcheurs ont été tués constituent également des atteintes au droit à la vie. Dans le contexte des hostilités, ces méthodes d'application ne respectent pas le principe de distinction qui établit l'interdiction de viser la population civile. D'autres méthodes existent, comme le prouvent les nombreuses détentions de pêcheurs en mer palestiniens par les autorités israéliennes. Par ailleurs, la confiscation des bateaux de pêche constitue une violation de l'article 46 du Règlement de La Haye⁴⁵.

B. Déplacements de population et pratiques modifiant la structure démographique du territoire palestinien occupé

Droit de résidence à Jérusalem-Est

34. En 1967, Israël a occupé la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et manifesté son intention de modifier unilatéralement les limites de la commune de Jérusalem, notamment en annexant Jérusalem-Est en violation du droit international⁴⁶. Le statut de résident permanent a été accordé aux Palestiniens qui vivaient alors à Jérusalem-Est et y étaient physiquement présents. Ces personnes, que l'on appelle généralement les « habitants de Jérusalem-Est », se voient délivrer des documents d'identité différents de ceux des Palestiniens qui vivent ailleurs en Cisjordanie et ils ont le statut de résident permanent accordé conformément à la loi relative à l'entrée en Israël⁴⁷, qui s'applique aux étrangers souhaitant vivre en Israël sans toutefois y immigrer dans le cadre de la loi du retour. Autrement dit, Israël traite les Palestiniens de Jérusalem-Est comme des personnes ayant immigré dans les territoires qu'il occupe⁴⁸.

35. Au cours de la période à l'examen, l'incertitude a continué de planer sur le statut des résidents de Jérusalem-Est, dont les familles vivent dans la ville depuis des générations. Depuis 1967, il arrive que des habitants de Jérusalem-Est se voient retirer leur statut de résident. En effet, les résidents palestiniens de Jérusalem-Est peuvent perdre leur statut de résident permanent et le perdent pour de bon s'ils résident hors d'Israël ou de Jérusalem-Est pendant une période de sept ans ou obtiennent un titre de séjour permanent dans un autre pays ou la citoyenneté de ce pays⁴⁹. Ces restrictions ne s'appliquent toutefois pas aux citoyens israéliens, en particulier à ceux des colonies juives de Jérusalem-Est.

36. Le statut de résident a été retiré à quatre résidents de Jérusalem-Est à la suite de leur élection au Conseil législatif palestinien en 2006, au motif de leur manque de loyauté envers l'État d'Israël. La décision reposait sur l'idée que l'appartenance

⁴⁵ Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (Règlement de La Haye), annexe à la Convention de La Haye de 1907 sur les lois et coutumes de la guerre sur terre.

⁴⁶ Résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité.

⁴⁷ Loi relative à l'entrée en Israël, 5712-1952.

⁴⁸ Cette pratique découle de l'affaire *Mubarak Awad*, dans laquelle la Haute Cour de justice a décidé que le statut des résidents palestiniens devait respecter la loi relative à l'entrée en Israël (5712-1952), qui relève du droit de l'immigration. Voir, par exemple, *Hamoked et B'Tselem*, « The quiet deportation », avril 1997, et « The quiet deportation continues », septembre 1998, p. 7, et *Mubarak Awad c. Yitzhak Shamir et al.*, HCJ 282/88.

⁴⁹ Art. 11 a) du Règlement relatif à l'entrée en Israël, 5734-1974.

au parlement d'une entité hostile était inconciliable avec le principe de loyauté envers Israël. En 2010, les documents d'identité de ces quatre hommes ont été confisqués et un délai de 30 jours leur a été donné pour quitter Jérusalem⁵⁰. Le 8 décembre 2010, Muhammad Abu Teir a été transféré sous la contrainte de Jérusalem-Est vers un autre secteur de la Cisjordanie par les forces de sécurité israéliennes⁵¹. En juillet 2010, les trois autres ont trouvé refuge dans les bureaux du Comité international de la Croix-Rouge, où ils se trouvaient encore au moment de la rédaction du présent rapport.

37. Exiger la « loyauté » des résidents de Jérusalem-Est envers l'État d'Israël pour maintenir leur statut revient à « contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie », ce qu'interdit le Règlement de La Haye⁵². Une telle exigence pourrait exposer de nombreux résidents palestiniens de Jérusalem-Est au risque de perdre leur statut de résident permanent, alors même que la discrimination à caractère politique est interdite et qu'en contestant les mesures israéliennes ou travaillant pour des organisations réputées déloyales envers Israël, par exemple, ils ne font qu'exercer leur droit à la liberté d'expression et d'opinion⁵³. Quel que soit le motif invoqué pour retirer le statut de résident, il est interdit, au titre de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, de soumettre les membres de la population civile d'un territoire à des transferts forcés, sauf si leur sécurité l'exige.

38. De plus, l'obtention de titres de séjour permanent – notamment au titre du regroupement familial – demeure difficile pour les habitants de Jérusalem-Est mariés à des Palestiniens vivant dans d'autres secteurs de la Cisjordanie ou à Gaza et qui souhaitent vivre ensemble à Jérusalem-Est. Depuis 2003, le gel des procédures de regroupement familial a entravé les mariages « mixtes » du point de vue du lieu de résidence. Les démarches nécessaires pour enregistrer les enfants nés de ces unions comme résidents de Jérusalem-Est demeurent longues et difficiles⁵⁴.

Démolitions d'habitations et expulsions forcées

39. La démolition de bâtiments, y compris de logements, et les expulsions forcées se sont poursuivies, notamment dans la zone C et à Jérusalem-Est, où les autorités israéliennes ont démolit 504 structures au total pendant la période considérée. La destruction de 149 lieux d'habitation dans la zone C a provoqué le déplacement de 820 personnes dont 374 enfants, et celle de 23 lieux d'habitation à Jérusalem-Est celui de 117 personnes dont 64 enfants⁵⁵.

40. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a signalé une forte hausse du nombre de démolitions au premier semestre 2011, qui aurait entraîné

⁵⁰ Entre 2006 et 2010, les quatre hommes avaient été emprisonnés pendant des durées variables, ayant été accusés d'appartenir au Hamas.

⁵¹ Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, exposé présenté au Conseil de sécurité, 14 décembre 2010.

⁵² Art. 45.

⁵³ A/HRC/16/71.

⁵⁴ Informations communiquées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

⁵⁵ Ibid.

davantage de déplacements forcés de Palestiniens pour cette période que pour la totalité de l'année 2010⁵⁶.

41. Ainsi, le 20 juin 2011, les Forces de défense israéliennes ont détruit six tentes d'habitation et une installation sanitaire dans le sud d'Hébron, délogant huit familles (68 personnes dont 45 enfants). L'opération a été menée en application d'une instruction invoquant l'absence de permis. Le lendemain, à Al-Hadidiya, les Forces de défense israéliennes ont détruit 29 structures (7 tentes d'habitation, 18 baraques et enclos pour animaux et quatre cuisines), provoquant le déplacement de 27 personnes, dont 11 enfants, appartenant à six familles. Le 10 juin 2011, déjà à Al-Hadidiya, une tente d'habitation et trois abris pour animaux avaient fait l'objet d'une démolition touchant 10 personnes. À cette occasion, on avait empêché plusieurs familles d'emporter avec elles leurs affaires qui ont été ensevelies sous les décombres⁵⁷.

42. Les maisons sont généralement démolies, soit au motif qu'elles ont été construites sans permis, soit dans le cadre d'opérations d'évacuation des Palestiniens vivant dans des « zones militaires d'accès réglementé ». Au titre du droit des droits de l'homme, Israël est tenu d'assurer la réalisation du droit à un logement suffisant⁵⁸, y compris la sécurité des droits fonciers. L'Accord intérimaire israélo-palestinien prévoyait un transfert progressif à l'Autorité palestinienne des pouvoirs et responsabilités en matière d'aménagement et de zonage dans la zone C⁵⁹. Or, Israël n'a pas encore cédé ces pouvoirs, qu'il devrait, en tout état de cause, exercer dans le respect des droits de l'homme⁶⁰. En tant que puissance occupante, il a manqué à son obligation puisque, depuis des dizaines d'années, il n'a pas eu de plan de logement ni délivré assez de permis de construire pour répondre aux besoins de la population palestinienne (les plans d'aménagement prévoyant la construction de logements couvrent 1 % seulement de la zone C⁶¹ et 13 % de Jérusalem-Est⁶²).

43. La démolition de logements dans le territoire occupé est interdite par l'article 53 de la quatrième Convention de Genève, sauf en cas d'absolue nécessité liée à des opérations militaires. Or, depuis des années, aucune opération militaire n'a eu lieu en Cisjordanie. Les démolitions et les expulsions forcées portent en outre atteinte au droit à un logement suffisant garanti par l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Bédouins

44. Les réfugiés bédouins qui vivent en Cisjordanie subissent le joug de l'occupation israélienne. Leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire, notamment dans la zone C, pâtissent de l'expansion des colonies israéliennes et des « zones réglementées » (zones militaires ou réserves naturelles, par exemple). En

⁵⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Humanitarian Monitor*, juin 2011. http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_the_humanitarian_monitor_2011_07_20_english.pdf.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 11.

⁵⁹ Accord intérimaire israélo-palestinien, 28 septembre 1995, annexe III, art. 27.

⁶⁰ Ibid, art. XIX.

⁶¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Humanitarian Monitor*, juin 2011.

⁶² Ibid., octobre 2010.

30 ans, la communauté bédouine a été progressivement et systématiquement dépossédée de ses terres. Aujourd'hui, les Bédouins se heurtent à d'incessantes tentatives de déplacement et l'accès aux ressources naturelles leur est rendu de plus en plus difficile⁶³. À Wadi Abu Hindi et Al Matar, 80 familles bédouines vivant à proximité de la colonie de Maale Adumim sont sous la menace imminente d'un déplacement forcé. Dans ces localités, un ordre d'interruption des travaux émanant de l'administration civile israélienne s'applique à toutes les structures bédouines et un nouvel ordre de confiscation a été publié, indiquant que la terre habitée depuis 60 ans par les Bédouins doit servir à la construction de la barrière de séparation. Les propositions récentes de l'administration civile israélienne concernant le relogement de Bédouins de la zone C dans des villages « construits à leur intention » sont accueillies avec circonspection par les intéressés, dont beaucoup ont déjà été déplacés plusieurs fois par les autorités israéliennes.

C. Tirs de roquettes et d'obus de mortier sur des zones civiles israéliennes

45. Des groupes armés palestiniens ont continué de tirer des roquettes et des obus de mortier sur Israël. Au total, 325 roquettes, des roquettes Grad et de fabrication artisanale, et 389 obus de mortier ont été tirés au cours de la période considérée⁶⁴. Il a été confirmé que 46 de ces projectiles visaient des objectifs militaires, mais il est impossible de savoir quelle était la cible des autres, tirés aveuglément. Un nombre considérable de roquettes et d'obus de mortier est tombé sur des zones d'Israël habitées par des civils.

46. Le 7 avril 2011, un missile guidé antichar, tiré de Gaza, a touché un bus scolaire qui passait près du conseil régional du Chaar Hanegev, dans le sud d'Israël, blessant deux Israéliens, dont un garçon de 16 ans qui a succombé à ses blessures⁶⁵. Le Hamas a revendiqué l'attaque, par laquelle il entendait venger le meurtre de trois de ses responsables le 2 avril⁶⁶. Il a souligné que la route où circulait le bus était

⁶³ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, *Herders Fact Sheet 2010*. L'accès des Palestiniens à 70 % de la zone C est maintenant réglementé à cause de la présence de colonies, de la barrière et de la zone de jointure, des zones militaires et des réserves naturelles. Du fait de la limitation de l'accès aux ressources naturelles qui en découle, le mode de vie pastoral traditionnel des Bédouins est sur le point de disparaître. La pauvreté ainsi engendrée, combinée aux restrictions de circulation, barre l'accès de cette population aux services essentiels, notamment au marché du bétail. Les Bédouins sont en outre fortement touchés par l'insécurité alimentaire et la précarité de l'approvisionnement en eau, ainsi que par la spirale de l'endettement. En effet, faute de pouvoir accéder à l'enseignement secondaire et supérieur, ils n'ont pas encore acquis les compétences qui leur permettraient d'exercer une nouvelle activité rémunératrice. Cette situation défavorise les Bédouins de la zone C sur le marché de l'emploi palestinien.

⁶⁴ Informations communiquées par le Département de la sûreté et de la sécurité les 26 juin et 9 juillet 2011.

⁶⁵ <http://www.mfa.gov.il/MFA/Terrorism+Obstacle+to+Peace/Hamas+war+against+Israel/Two-injured-in-anti-tank-missile-attack-on-school-bus-7-Apr-2011.htm>.

⁶⁶ CNN, 7 avril 2011. Le Hamas revendique le tir de missile sur un bus qui a blessé un garçon. <http://edition.cnn.com/2011/WORLD/meast/04/07/israel.gaza.violence/index.html>. Le 2 avril 2011, à Dier El Balah, au centre de la bande de Gaza, les forces israéliennes d'occupation se sont attaquées à trois membres des Brigades d'Izz-Al-Din Al-Qassam qu'elles ont tués. Pour en savoir plus à ce sujet, voir Palestinian Center for Human Rights, *Weekly report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territory* (31 mars-6 avril 2011),

souvent empruntée par des véhicules militaires israéliens⁶⁷. Le 21 décembre 2010, une roquette tirée de Gaza a explosé près d'un jardin d'enfants, dans le kibboutz de Zikim, au moment où les enfants arrivaient⁶⁸, blessant une fille de 14 ans⁶⁹.

47. Ces tirs de roquette sont contraires aux règles du droit international humanitaire qui interdisent les attaques sans discrimination, les attaques dirigées contre des civils, l'emploi d'armes qui sont de nature à frapper sans discrimination et les actes de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile⁷⁰. De plus, selon le Gouvernement israélien, les roquettes et obus de mortier sont souvent tirés à partir de zones densément peuplées. Cette pratique, si elle est avérée, est également contraire au droit international humanitaire coutumier⁷¹.

D. Restrictions à la liberté de circulation des personnes et des biens

Poursuite de la construction du mur

48. En 2004, la Cour internationale de Justice, à la demande de l'Assemblée générale, a rendu un avis consultatif sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, dans lequel elle a conclu que la construction du mur dans le territoire palestinien occupé et le régime qui lui était associé étaient contraires au droit international. Elle a également conclu qu'Israël était tenu de cesser les travaux d'édification du mur à l'intérieur du territoire palestinien occupé, de démanteler les parties existantes à l'intérieur de ce territoire et de réparer tous les dommages causés par la construction du mur⁷². Sept ans plus tard, Israël n'a toujours pas donné suite à cet avis consultatif.

49. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, la construction du mur a été minime. Toutefois, ce mur a continué d'être lourd de conséquences pour les droits de l'homme des Palestiniens. En juillet 2011, la longueur totale du mur était de 708 kilomètres, plus de deux fois la longueur de la ligne d'armistice de 1949 (Ligne verte), entre la Cisjordanie et Israël. Environ 61,8 % du mur a été construit, 8,2 % est en construction et 30 % est prévu, mais n'a pas encore été construit. Si les plans actuels sont respectés, environ 85 % du tracé du mur sera à l'intérieur de la Cisjordanie, plutôt que le long de la Ligne verte⁷³.

http://www.pchrgaza.org/portal/en/index.php?option=com_content&view=article&id=7369:weekly-report-on-israeli-human-rights-violations-in-the-occupied-palestinian-territory-31-march-06-april-2011&catid=84:weekly-2009&Itemid=183.

⁶⁷ Reuters, 9 avril 2011. Le Hamas a déclaré samedi que ses militants n'avaient pas visé sciemment des écoliers israéliens, <http://www.reuters.com/article/2011/04/09/palestinians-israel-hamas-idUSLDE73807X20110409>.

⁶⁸ <http://dover.idf.il/IDF/English/Press+Releases/10/12/2501.htm>.

⁶⁹ *Ynet*, 21 décembre 2010. Explosion d'une roquette Qassam près d'un jardin d'enfants, <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4002195,00.html>.

⁷⁰ Règles énoncées dans l'Étude sur le droit international humanitaire coutumier, Comité international de la Croix-Rouge, règles 1, 2, 11 et 71.

⁷¹ Ibid., règle 23.

⁷² Avis consultatif du 9 juillet 2004, par. 142 et 150 à 153.

⁷³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, mise à jour spéciale sur le mur : Sept ans après l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le mur : les conséquences du mur dans la zone de Jérusalem.

50. Il est à noter que, le 21 juin 2011, les autorités israéliennes ont commencé à démanteler une section du mur le long du village de Bil'in. Cela a fait suite à une décision prise en février 2007 par la Haute Cour israélienne, qui a ordonné la modification du tracé de cette section du fait du préjudice disproportionné qu'elle infligeait aux agriculteurs palestiniens⁷⁴. Du fait de cette modification, les résidents du village auront de nouveau accès sans restriction à environ 1 020 dounoums⁷⁵ de terres agricoles leur appartenant. Ce nouveau tracé étant toutefois situé à quelque 3 kilomètres à l'est de la Ligne verte, 1 280 autres dounoums de terres palestiniennes seront encore isolés par le mur.

51. Les autorités israéliennes ont également commencé récemment à modifier le tracé d'une section du mur près du village de Khirbet Jubara, en application d'une décision prise par un tribunal israélien en 2007. Lorsque la section existante sera totalement démantelée, plus de 300 résidents du village pourront quitter la zone de jointure, zone fermée située du côté occidental du mur entre celui-ci et la Ligne verte. D'après le conseil villageois, le nouveau tracé isolera encore 600 dounoums de terres agricoles villageoises plantées d'oliviers qui resteront derrière le mur. Il est noté que les nouvelles sections du mur sont encore situées dans le territoire palestinien occupé en violation du droit international.

Blocus de Gaza

52. En juin 2011, le blocus imposé par Israël est entré dans sa cinquième année. Le blocus continue de faire obstacle aux droits à la liberté de circulation, au travail, à la santé et à un logement décent. Il continue également de gravement entraver le développement économique de Gaza.

53. La circulation par le passage d'Erez est restée limitée pour presque tous les Palestiniens résidant à Gaza, sauf dans quelques cas exceptionnels, notamment les urgences médicales et les mouvements du personnel local des organisations internationales⁷⁶.

54. La modification des réglementations régissant les importations à Gaza mises en œuvre par Israël depuis juin 2010 s'est traduite par un accroissement des quantités de denrées alimentaires disponibles et des biens de consommation au cours de la période faisant l'objet du rapport. Cela n'a toutefois pas débouché sur les changements fondamentaux nécessaires pour ce qui est des importations de Gaza. Au moment où la dernière main était mise à ce rapport, les importations étaient bien inférieures aux besoins de Gaza, ne représentant que 45 % des niveaux d'avant 2007⁷⁷.

55. L'entrée de matériaux de construction tels que l'acier, les granulats et le ciment continue de n'être autorisée que pour un certain nombre de projets humanitaires et commerciaux approuvés par le Gouvernement israélien. L'entrée de

⁷⁴ Ahmed Issa Abdallah Yassin, *Président du conseil villageois de Bil'in c. Le Gouvernement israélien et al.*, HCJ 8414/05.

⁷⁵ Un dounoum équivaut à 1 000 mètres carrés.

⁷⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *La situation humanitaire dans la bande de Gaza*, juillet 2011. Voir http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_Gaza_Fact_Sheet_July_2011.pdf.

⁷⁷ Ibid.

ces mêmes matériaux à des fins privées est restée officiellement interdite⁷⁸. Le manque d'accès aux matériaux de construction a entravé la reconstruction et la réparation des maisons endommagées ou détruites lors de l'opération « Plomb durci ».

56. En même temps, des douzaines d'écoles et de classes endommagées sont demeurées en l'état du fait de la poursuite des restrictions concernant l'entrée des matériaux de construction. Cela a forcé quelque 85 % des écoles de Gaza à fonctionner par roulement en deux ou trois périodes⁷⁹.

57. Le blocus a continué de gravement limiter les exportations de Gaza en dépit de la décision israélienne du 8 décembre 2010 de revoir les restrictions concernant les exportations. Au moment où la dernière main était mise au présent rapport, les exportations de Gaza ne représentaient que 5 % de leur niveau d'avant 2007⁸⁰.

E. Arrestations et détentions

58. D'après certaines ONG, en juin 2011, quelque 5 500 Palestiniens du territoire palestinien occupé se trouvaient dans des lieux de détention israéliens. Au nombre des détenus figuraient 37 femmes et 211 enfants. La vaste majorité était détenue dans des prisons et centres de détention se trouvant à l'extérieur du territoire occupé, en violation du droit international humanitaire. La quatrième Convention de Genève dispose que les résidents d'un territoire occupé doivent être détenus et purger leur peine dans le territoire occupé⁸¹. Outre qu'il contrevient au droit international, le maintien de détenus palestiniens en dehors du territoire occupé crée des problèmes pour les membres de leur famille qui souhaitent leur rendre visite. Des visas d'entrée en Israël sont nécessaires et les visites doivent être organisées par le Comité international de la Croix-Rouge. Toutefois, du fait du blocus de Gaza, les quelque 650 prisonniers et détenus de Gaza ne peuvent recevoir la visite de leur famille.

59. Au cours de la période faisant l'objet du rapport, les internements administratifs décidés par les autorités israéliennes se sont poursuivis. Sur le nombre total de détenus palestiniens, environ 220 étaient soumis à un internement administratif. Ces internements sont autorisés par les commandants militaires plutôt que par le pouvoir judiciaire et les détenus ne sont souvent pas informés des chefs d'inculpation retenus contre eux. Bien qu'ils puissent faire appel de l'ordre d'internement devant un tribunal militaire, ce processus est problématique car le détenu et son avocat n'ont pas accès aux informations sur lesquelles l'internement se fonde. Les internements administratifs sont source de graves préoccupations pour ce qui est des obligations d'Israël en vertu des articles 9 et 14 du Pacte international

⁷⁸ Conseil norvégien pour les réfugiés. Secteur d'habitat : Gaza. Deux ans après l'opération « Plomb durci ». Fiche d'information n° 3. Voir <http://www.sheltergaza.org:8081/ussd/fr/Gaza%20Shelter%20Fact%20Sheet%203.pdf>.

⁷⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, La situation humanitaire dans la bande de Gaza, juillet 2011. Voir http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_Gaza_Fact_Sheet_July_2011.pdf.

⁸⁰ Programme alimentaire mondial, Gaza : eased or un-eased : changes in Gaza market and household conditions following Israel's 20 June 2010 New Access Regime. Voir <http://www.wfpal.org/Foodsec/Eased%20or%20un-eased%20WFP%20report%20June2011.pdf>.

⁸¹ Art. 76, quatrième Convention de Genève de 1949.

relatif aux droits civils et politiques. Tout en notant qu'Israël avait formellement dérogé aux dispositions de l'article 9, le Comité des droits de l'homme a rappelé que les mesures qui dérogeaient au Pacte devaient être temporaires et ne pouvaient être prises que dans la stricte mesure où la situation l'exigeait. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le recours fréquent et systématique d'Israël à l'internement administratif, qui viole le droit à un procès équitable⁸².

60. L'arrestation et la détention d'enfants palestiniens se sont poursuivies tout au long de la période faisant l'objet du rapport. Au mois de juin 2011, 211 enfants étaient incarcérés ou en détention provisoire. Ces chiffres ne reflètent toutefois pas le nombre beaucoup plus important d'enfants arrêtés, interrogés et détenus pour de courtes périodes. Une ONG israélienne a notamment indiqué que, du 22 septembre au 31 octobre 2010, 32 enfants avaient été arrêtés dans un seul quartier de Jérusalem-Est⁸³. Les méthodes utilisées pour arrêter les enfants posent problème. Selon de nombreuses sources d'information, des descentes sont effectuées de nuit pour arrêter et détenir des enfants en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est. La police israélienne ou les soldats des Forces de défense israéliennes (FDI) se rendent aux domiciles visés au milieu de la nuit, réveillent les enfants qu'ils recherchent et les emmènent pour les interroger⁸⁴.

III. Recommandations

61. **Le Gouvernement israélien doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir d'autres incidents impliquant un recours excessif à la force. Il doit notamment revoir les règlements relatifs à l'utilisation de munitions réelles lors des opérations menées par l'ensemble des forces de sécurité israéliennes, notamment les Forces de défense israéliennes (FDI), de manière à s'assurer que ces règlements sont conformes aux obligations juridiques internationales d'Israël.**

62. **Le Gouvernement israélien doit revoir les méthodes utilisées par les FDI pour assurer l'application des restrictions d'accès par voie terrestre et maritime à Gaza. Ces méthodes doivent être conformes aux obligations juridiques internationales d'Israël et ne devraient jamais comprendre l'utilisation de munitions réelles contre des civils.**

63. **Le Gouvernement israélien doit adopter des mesures permettant de s'assurer que toute attaque menée par les FDI respecte les principes ayant trait à la conduite des hostilités, à savoir la distinction entre civils et combattants et la proportionnalité et les précautions dans l'attaque. Il conviendrait notamment que les commandants sur le terrain évaluent soigneusement le moment des attaques et les avantages militaires concrets et directs qu'il y a à répondre immédiatement au lancement d'une roquette ou à des tirs de mortier lorsqu'ils ne disposent pas des moyens appropriés pour limiter les risques pour les civils.**

⁸² Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant Israël, CCPR/C/ISR/CO/3, par. 7.

⁸³ *B'Tselem*, « Caution children ahead : The illegal behavior of the police towards minors in Silwan suspected of stone throwing », décembre 2010.

⁸⁴ Voir, par exemple, Défense des enfants International, Section de la Palestine, L'administration de l'occupation, <http://www.dci-pal.org/english/display.cfm?DocId=1802&CategoryId=1>.

64. Le Gouvernement israélien doit faire en sorte que les membres de ses forces de sécurité soient tenus responsables de leurs actions, en particulier en menant des enquêtes répondant aux normes internationales de diligence, d'indépendance, d'impartialité et de rigueur sur toutes les allégations crédibles de violations.

65. Les groupes armés palestiniens doivent respecter le droit international humanitaire et cesser immédiatement de lancer des roquettes et des obus de mortier sans discernement. Ils doivent s'efforcer de protéger la population civile de Gaza, en particulier en s'abstenant de situer des objectifs militaires au sein des zones à forte densité de population.

66. Le Gouvernement israélien doit mettre un terme à celles de ses politiques qui se traduisent par un transfert forcé de civils dans le territoire palestinien occupé. À cet égard, Israël doit s'abstenir de révoquer le statut de résident des habitants de Jérusalem-Est.

67. Les politiques et pratiques du Gouvernement israélien qui ont débouché sur le déplacement forcé de réfugiés bédouins de la zone C, notamment la démolition de logements et de structures qui leur permettaient de gagner leur vie, doivent cesser. Toute tentative visant à réinstaller les communautés bédouines dans des villages « spécialement conçus » ne doit avoir lieu qu'avec le consentement libre, préalable et éclairé des bédouins. En outre, Israël doit respecter les droits des communautés bédouines d'accéder aux ressources naturelles et aux services essentiels.

68. Le Gouvernement israélien doit cesser immédiatement de démolir des maisons et d'autres structures dans le territoire palestinien occupé. Israël doit également modifier les règles applicables en matière de planification et de zonage afin d'assurer un logement décent à tous les résidents palestiniens de la zone C et de Jérusalem-Est.

69. Le Gouvernement israélien doit pleinement respecter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, notamment en mettant fin immédiatement à la construction du mur et en démantelant ou modifiant le tracé de la section construite vers la Ligne verte.

70. Le Gouvernement israélien doit pleinement lever le blocus de Gaza, compte dûment tenu de ses préoccupations légitimes en matière de sécurité. La levée du blocus devra notamment permettre l'exportation de biens et, partant, la livraison de tous les matériaux nécessaires à la reconstruction et une circulation plus aisée de la population à partir et à destination de Gaza.

71. En se fondant sur les observations du Comité des droits de l'homme, le Gouvernement israélien doit mener une étude indépendante et détaillée de sa politique d'internement administratif afin de mettre un terme à cette politique et cesser de déroger à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
